



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 8 décembre 2020

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

**2020 - 233 LANCEMENT DE LA PROCÉDURE DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC
POUR LA CONSTRUCTION ET L'EXPLOITATION D'UN CRÉMATORIUM**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 1 décembre 2020, s'est réuni le mardi 8 décembre 2020 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjointes :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Anne-Marie DUVAL, Cyril DAUPHOUD, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Jean-Marc GARNIER, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Dominique BOURRET, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Marie-Madeleine GUALLINO, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

Monsieur Patrick ISNARD (prend part aux délibérations N°194 à N°226)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO (prend part aux délibérations N°194 à N°226)

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE
Madame Magali CONESA

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 10 novembre 2020.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

/

DU 8 DECEMBRE 2020

LANCEMENT DE LA PROCÉDURE DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA CONSTRUCTION ET L'EXPLOITATION D'UN CRÉMATORIUM

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Dans le cadre de la création d'un nouveau service public portant sur la construction et l'exploitation d'un crématorium, il est proposé de recourir à une délégation de service public.

Madame Mélanie ZARRILLO expose :

Vu la délibération n°2020-226 du 8 décembre 2020 portant sur le principe de création d'un crématorium à Grasse,

Vu le Code de la Commande Publique et notamment ses articles L. 1120-1 et suivants, L. 3000-1 et suivants, et R. 3111-1 et suivants ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 1411-1 et suivants, L. 1413-1, R. 1411-1 et suivants, et L. 2223-40, R. 2223-67 et suivants, et D. 2223-99 et suivants ;

Vu l'avis favorable de la commission consultative des services publics locaux du 1^{er} décembre 2020 ;

Vu le rapport établi et annexé à la présente délibération présentant, conformément aux dispositions de l'article L. 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, les caractéristiques des prestations que devra assurer le futur délégataire du service public du crématorium ;

Il est rappelé que la construction d'un crématorium est envisagée sur la Commune de Grasse.

En effet, la crémation est un secteur en voie de développement pour lequel le bassin de population pressenti regroupe environ 200.000 habitants. La construction et l'exploitation d'un tel ouvrage permettraient d'offrir ce type de service à une population résidant à moins de 30 minutes de voiture.

Considérant que le terrain d'assiette du projet qui possède une superficie d'environ 3 600 m² est situé dans le secteur du Cimetière des Roumigières, et il est la propriété de la Commune.

Il convient de souligner que l'impact environnemental de ce type d'ouvrage, en raison des évolutions technologiques et des normes françaises, est quasiment inexistant.

Considérant que préalablement à la construction et à l'exploitation du crématorium une autorisation environnementale devra être délivrée à la Collectivité par le Préfet après enquête publique et avis de la commission départementale compétente en matière d'environnement, de risques sanitaires et technologiques (article L. 2223-40 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT)).

Le Conseil municipal est par conséquent appelé à se prononcer sur le choix du mode de gestion d'un futur service de crémation dont le cadre juridique est déterminé par les textes suivants :

- S'agissant de la mise en œuvre d'une délégation de service public, l'article L. 1411-4 du CGCT dispose que :

« Les assemblées délibérantes des collectivités territoriales, de leurs groupements et de leurs établissements publics se prononcent sur le principe de toute délégation de service public local après avoir recueilli l'avis de la commission consultative des services publics locaux prévue à l'article L. 1413-1. Elles statuent au vu d'un rapport présentant le document contenant les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire. »

- S'agissant de la mise en œuvre d'une régie, l'article L. 2221-3 du CGCT dispose que :

« Les conseils municipaux déterminent les services dont ils se proposent d'assurer l'exploitation en régie et arrêtent les dispositions qui doivent figurer dans le règlement intérieur de ces services. »

Conformément à l'article L. 1411-4 du CGCT, la Commission consultative des services publics locaux rassemblée le 1^{er} décembre 2020 a rendu un avis favorable à une gestion déléguée du futur crématorium.

Mode de gestion

Considérant que dans le cadre de l'étude de faisabilité menée en amont, plusieurs types de montages contractuels permettant la construction et la gestion de ce crématorium ont été envisagés.

S'agissant du marché de partenariat (article L. 1112-1 du Code de la commande publique (CCP)), et de la gestion semi-directe (SPL ou SEMOP, articles L. 1531-1 et suivants du CGCT), ces types de montages ont été abandonnés en raison leur grande complexité et des nombreux inconvénients qu'ils présentent.

La gestion directe est un système de gestion locale par lequel toutes les activités sont assurées par la collectivité elle-même ou par un établissement public local créé par la Commune.

Si en apparence ce mode de gestion devrait permettre à la collectivité de maîtriser son projet, il présente en réalité de nombreux inconvénients liés à la complexité du projet, à l'absence de compétence interne pour gérer ce type de service, et à la nécessité de développer une approche commerciale attractive dans un secteur économique d'ores et déjà concurrentiel.

Considérant que si la collectivité décide de réaliser ce projet dans le cadre d'une gestion directe, elle devra obligatoirement faire appel à de nombreux professionnels extérieurs à la Commune afin de mener à bien ce dernier (entreprise de construction spécialisée, recrutements de professionnels du secteur pour assurer la bonne exploitation du crématorium et sa promotion).

De plus, la Commune sera débitrice de l'intégralité des frais de construction et de gestion du service, sans pour autant avoir l'assurance d'un retour sur investissements.

Or, la gestion déléguée, notamment dans le cadre d'une délégation de service public, permet de réaliser sans frais certaines activités (exploitation, facturation, ...) par des opérateurs spécialisés, disposant de l'expérience professionnelle attendue, dotés d'organisation et de moyens spécifiques.

Considérant que les avantages et les inconvénients respectifs (liste non exhaustive) des deux modes de gestion (gestion en régie, et délégation de service public) sont décrits dans le tableau suivant :

	Gestion en régie	Délégation de service public L. 1121-3 CCP
Avantages	<ul style="list-style-type: none"> - maîtrise des flux financiers, - maîtrise des décisions par la collectivité locale, - garantie d'application des choix politiques. 	<ul style="list-style-type: none"> - exploitation aux risques et périls du délégataire, - savoir-faire spécifique du secteur d'activité/complexité du service - expertise technologique, - réactivité et adaptabilité, - maîtrise des conditions d'exécution du service public par l'autorité délégante.
Inconvénients	<ul style="list-style-type: none"> - niveau de qualification et d'expertise des agents, - complexité de mise en place d'une nouvelle régie, - gestion du personnel, - responsabilité politique et économique directe de la collectivité en cas de difficulté d'exploitation. 	<ul style="list-style-type: none"> - « perte de compétence » de la collectivité liée à la perte de l'exploitation du service, - nécessité de mettre en œuvre un contrôle adapté.

Au regard de ces éléments et des différents modes de gestion présentés, le choix de la délégation de service public, sous-catégorie de concession de service, paraît le plus efficient et adapté à la gestion et à la construction d'un crématorium sur le territoire de la Commune de Grasse.

À cet effet, le rapport de présentation est annexé à la présente note de synthèse.

Considérant que si le Conseil Municipal retient la proposition d'une délégation de service public, il autorisera le Maire à lancer et à mener la procédure de mise en concurrence prévue par les articles L. 1120-1 et suivants, L. 3000-1 et suivants du CCP, et L. 1411-1 et suivants, et L. 1413-1 et suivants du CGCT.

Il conviendra alors de définir les prestations que devraient assurer le futur délégataire, et que devra préciser le cahier des charges qui sera élaboré dans le cadre de la procédure.

Considérant que la Commission de délégation de service public pourrait être chargée de la future procédure.

Principales caractéristiques des prestations à assurer par le délégataire

Objet et périmètre du contrat

Le contrat de concession aura pour objet :

- la construction d'un bâtiment avec parking et la fourniture des équipements de crématorium qui y sont associés (four(s), filtration(s), ...);
- la gestion et l'exploitation du crématorium dans le cadre d'un contrat de concession.

Le concessionnaire responsable du service le gèrera conformément au contrat sans rupture de service.

Conditions financières

Considérant que le concessionnaire assurera la totalité du financement des dépenses, et sa rémunération sera liée aux résultats de l'exploitation du service public délégué.

Le concessionnaire percevra les redevances auprès des usagers du service selon les tarifs et modalités qui seront arrêtées à l'issue de la procédure de passation. Les tarifs seront annexés au contrat.

Le concessionnaire sera responsable du fonctionnement du service sur la parcelle déléguée et l'exploitera à ses risques et périls.

Le concessionnaire versera à la Commune des redevances (redevance fixe d'occupation, redevance fixe d'exploitation, et une redevance variable d'exploitation).

Contrôle exercé par la Ville

Considérant que la Commune de GRASSE conservera le contrôle sur site et sur pièces du service et devra obtenir du concessionnaire tous les renseignements nécessaires à l'exercice de ses droits et obligations, et ce, dans tous les domaines : réglementaire, administratif, technique, comptable, financier, etc.

En outre, le concessionnaire fera l'objet d'un contrôle conformément aux dispositions des articles L. 3131-1 et suivants, et R. 3131-1 et suivants du Code de la commande publique.

Ainsi, le concessionnaire produira chaque année un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession, et une analyse de la qualité des ouvrages et des services afin de permettre à la Ville d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Toutes les pièces justificatives des éléments de ce rapport seront tenues par le concessionnaire à la disposition de la Commune de GRASSE, dans le cadre de son droit de contrôle.

Durée de la délégation

Considérant qu'afin de permettre l'amortissement des investissements réalisés par le concessionnaire, la durée du contrat sera de 25 à 30 ans à compter du deuxième trimestre 2021.

La commission optimisation et moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 24 novembre 2020,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ACTER** le principe de recourir à la délégation de service public pour la construction et la gestion du crématorium,
- **APPROUVER** le rapport contenant les caractéristiques des prestations demandées,
- **HABILITER** Monsieur le Maire pour engager la procédure de délégation de service public prévue par les articles L. 1120-1 et suivants, L. 3000-1 et suivants, et R. 3111-1 et suivants du Code de la Commande Publique,

- **DEMANDER** à la commission de délégation de service public de procéder à la procédure d'ouverture des plis prévue à l'article L. 1411-5 du code général des collectivités territoriales.
- **HABILITER** l'exécutif à procéder à toutes les demandes administratives nécessaires et à accomplir tous les actes préparatoires à la passation du contrat de concession.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 36 voix pour, 5 voix contre : Monsieur EUZIERE (2 voix), Madame ADDAD, Monsieur CASSARINI, Madame LAZREUG, et 4 abstentions : Monsieur P. ISNARD, Madame A. ISNARD, Monsieur de FONTMICHEL, Monsieur CAMERANO.



Délibération affichée le **9 DEC. 2020**
 suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
 Le Maire,

[Signature]